

Réfléchir pour mieux agir

Que retenir des Journées de l'économie?

Pour sa huitième édition, les organisateurs – le ministère de l'Économie, la Chambre de commerce, la Fedil et PwC Luxembourg – ont choisi de traiter deux thèmes différents, l'un macroéconomique, l'autre microéconomique.

L'évolution des économies de la France et de l'Allemagne est un thème très présent dans l'actualité, mais également un thème capital pour le futur de l'économie luxembourgeoise. Comme le souligne François Mousel, directeur chez

PwC Luxembourg, «*Le Luxembourg n'est pas un cas isolé. Ses exportations partent principalement vers trois destinations: la Belgique et, surtout, l'Allemagne et la France. Ce qui se passe dans ces pays impacte directement notre secteur économique. Or, il convient d'observer que ces deux pays ont à l'heure actuelle un chemin économiquement très différent. La France est en panne de croissance et est perçue comme un pays impossible à réformer. À l'inverse de l'Allemagne qui a surmonté la crise et qui est citée en exemple comme étant le bon élève.*»

«Digital Lëtzebuerg»

Une vision pas forcément pertinente. Les intervenants – Olaf Gersemann, chef du service économique du quotidien *Die Welt* et de *Welt am Sonntag* et Lionel Fontagné, professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne – ont posé des vérités qui vont à contresens de ces lieux communs.

Prenons l'Allemagne. Sa position est moins confortable qu'il n'y paraît et elle doit faire face à deux grands défis.

Le premier concerne le manque d'investissements provenant à la

fois du secteur public et du secteur privé, notamment en matière d'infrastructures.

Le deuxième, incontournable, c'est celui conjugué du manque de main-d'œuvre et du vieillissement de la population.

Le Luxembourg a une tradition d'accueil de la main-d'œuvre étrangère. Il n'est pas sûr que l'Allemagne ait aussi cette tradition. Pourra-t-elle accueillir les flux migratoires nécessaires au développement de son économie? La question reste ouverte.

L'Allemagne se trouve donc face à de gros défis structurels qui, à moyen terme, devraient dégrader sa position si rien n'est fait.

Pour la France, Lionel Fontagné, même s'il a pu être critique, a brossé le portrait d'un pays où la croissance est possible grâce à un pragmatisme nouveau qui semble inspirer le gouvernement. Reste juste à convaincre sa base.

Deux approches assez en ligne avec le rapport Pisani-Ferry-Ederlein, commandé par les ministères de l'Économie français et allemand pour remédier au fossé économique qui se creuse entre les deux pays. Rapport qui met en avant la

nécessité de l'action: réforme du marché du travail et adoption d'un modèle de flexisécurité en France et augmentation des investissements et stimulation de la croissance intérieure pour l'Allemagne. Des recettes déjà connues mais qui ont encore du mal à se mettre en pratique dans le consensus. Ce qui est inquiétant pour le Luxembourg.

Les Journées de l'économie ont également été l'occasion de revenir sur les développements de la stratégie «Digital Lëtzebuerg».

Francine Closener, secrétaire d'État à l'Économie, a réaffirmé la volonté gouvernementale de tout faire pour attirer les start-up technologiques afin de positionner le Grand-Duché en tant que pôle technologique international.

Les bases sont là, à savoir des infrastructures modernes, rapides et sûres. En cinq ans, a rappelé le ministre, près de 500 millions d'euros ont été investis dans ce domaine. Ce qui a permis d'attirer quelques grands noms du e-commerce. Le pays a également su se faire un nom en matière de sécurité et un écosystème se met petit à petit en place.

L'annonce-surprise de la ministre concernant la candidature du pays pour accueillir les serveurs

d'Interpol devrait permettre au pays de se positionner comme un centre d'excellence du stockage de données en termes de sécurité.

Interpol rejoindra-t-il la Commission européenne qui a choisi le pays pour stocker toutes ses données d'ici 2020?

Ce serait assurément un joli coup.

Outre les infrastructures, les start-up sont à la recherche de financements. Il en existe déjà beaucoup, mais le ministère travaille à un nouveau dispositif de type «seed fund» sur un modèle de partenariat public-privé.

Ce dispositif devrait permettre «aux porteurs des meilleurs projets de valider leur idée et leur technologie et d'en lancer rapidement la commercialisation», selon la ministre.

Il reste quand même un goulet d'étranglement à tous les scénarios du développement de l'ICT au Luxembourg: celui de l'existence d'une main-d'œuvre qualifiée qui manque cruellement et qu'il va falloir attirer ou, mieux, former. Mais, «ce n'est pas avec l'enseignement d'hier qu'on forme les talents de demain», a pu lancer l'un des participants au débat.

La route est encore longue.

MARC FASSONE